



REPUBLIQUE ET CANTON DE GENEVE

Département de l'économie, de l'emploi et de l'énergie

Office cantonal de l'inspection et des relations du travail

Direction de la police du commerce et de lutte contre le travail au noir

REQUÊTE EN AUTORISATION D'EXPLOITER UN COMMERCE SOUMIS A LA LTGVEAT

FORMULAIRE T : DEMANDE D'AUTORISATION DE VENTE DE TABAC ET PRODUITS ASSIMILÉS AU TABAC

Catégorie de la demande :

Exploiter un commerce

Sous-catégorie de la demande :

Vente de tabac et produits
assimilés au tabac

REMARQUE PRÉLIMINAIRE IMPORTANTE

L'activité faisant l'objet de la présente requête ne peut être exercée sans l'autorisation formelle de notre Direction.

L'autorisation, strictement personnelle et intransmissible, ne peut être accordée qu'à une personne physique, soit pour son propre compte, soit pour le compte d'une société commerciale ou d'une personne morale qu'elle a, en fait et en droit, le pouvoir de diriger, d'engager et de représenter.

L'autorisation est délivrée à condition que le requérant offre, par ses antécédents et son comportement, toute garantie que l'établissement soit exploité conformément aux dispositions de la LTGVEAT et aux prescriptions en matière de police des étrangers, de sécurité sociale et de droit du travail (paiement des cotisations sociales des employés, respect du salaire minimum, etc.).

L'autorisation est délivrée pour un établissement et des locaux déterminés pour une période illimitée.

L'autorisation doit être requise lors de chaque création ou de reprise d'un commerce existant.

L'attention des requérants est attirée sur le fait que **la Direction de la police du commerce et de lutte contre le travail au noir n'accepte et ne traite que les requêtes complètes munies de toutes les pièces requises**. Les dossiers incomplets seront retournés au requérant. Si l'instruction de la requête le nécessite, la Direction peut demander des documents supplémentaires ou des renseignements complémentaires.

Le traitement de la demande donnera lieu à la perception d'un émolumument.

Type de la demande (une seule coche possible) :

- Nouvelle demande d'autorisation
 - Renouvellement de l'autorisation
 - Modification de l'autorisation

Numéro de l'autorisation :

Numéro de l'autorisation :

Vente par internet

- ## Internet

1. REQUÉRANT (personne déposant la présente requête)

- Madame Monsieur

Nom : Prénom :

Nom de naissance : Date de naissance :

Adresse

Rue : Numéro :

Complément de rue : NPA :

Localité :

Canton : Pays :

Téléphone fixe : Téléphone portable :

E-mail :

2. ENTREPRISE

Numéro IDE :

Raison sociale nom :

Complément raison sociale :

Nature juridique

Adresse

Rue : Numéro :

Complément de rue :

NPA : Localité :

Canton : Pays :

Téléphone fixe : Fax :

E-mail :

En cas de pouvoir de signature collectif, veuillez saisir pour chaque représentants les coordonnées, même si elles sont identiques à celles du requérant. Si plus de 3 représentants, veuillez transmettre les coordonnées dans une page annexe comme indiqué ci-dessous.

2.1 Représentant 1 de l'entreprise¹

Madame Monsieur

Nom : Prénom :

Nom de naissance :

Date de naissance (jour/mois/année) :

Adresse

Rue : Numéro :

Complément de rue : NPA :

Localité :

Canton : Pays :

Téléphone fixe : Téléphone portable :

E-mail :

Nationalité : Type de permis de travail :

Date de validité permis de travail (jour/mois/année) :

Sécurité sociale et droits au travail :

L'entreprise ou le représentant de l'entreprise est-il employeur ou a-t-il été employeur dans les 12 derniers mois ?

OUI NON

2.2 Représentant 2 de l'entreprise

Madame Monsieur

Nom : Prénom :

Nom de naissance :

Date de naissance (jour/mois/année) :

Adresse

Rue : Numéro :

Complément de rue : NPA :

Localité :

Canton : Pays :

Téléphone fixe : Téléphone portable :

¹ On entend par représentant : les associés (pour la société simple, la SNC, et la société en commandite), le président et la personne qui exerce la direction de la société (pour la SA, la SARL, la Coopérative, la Fondation, et l'Association).

E-mail :

Nationalité : Type de permis de travail :

Date de validité permis de travail (jour/mois/année) :

3. ÉTABLISSEMENT

Ne pas renseigner, si la demande concerne une vente par internet.

Enseigne/nom de l'établissement :

Adresse

Rue : Numéro :

Complément de rue :

NPA : Localité :

Canton : Pays :

Téléphone fixe : Fax :

E-mail :

Site internet : <https://.....>

4. LOCAL DE L'ACTIVITÉ PRINCIPALE (catégorie de l'établissement)

Ne pas renseigner, si la demande concerne une vente par internet

Une seule coche possible

4.1 Lieu d'activité

- ETABLISSEMENT PUBLIC (poursuivre en remplissant le chapitre 4.2)
- MAGASIN (poursuivre directement au chapitre 5)
- INTERNET (poursuivre directement au chapitre 5)

4.2 Catégorie de l'établissement voué à la restauration ou au débit de boissons (art 5 LRDBHD)

- CAFÉ-RESTAURANT (article 5 al. 1 let. a LRDBHD)
- BAR (article 5 al. 1 let. a LRDBHD)
- DANCING (article 5 al. 1 let. b LRDBHD)
- CABARET-DANCING (article 5 al. 1 let. b LRDBHD)
- BUVETTE PERMANENTE (article 5 al. 1 let. c LRDBHD)
- BUVETTE PERMANENTE DE SERVICE RESTREINT (article 5 al. 1 let. d LRDBHD)
- BUVETTE ASSOCIATIVE (article 5 al. 1 let. e LRDBHD)

Catégorie de l'établissement voué à l'hébergement

- HOTEL (article 5 al. 1 let. f LRDBHD)
 AUTRE ETABLISSEMENT VOUÉ A L'HÉBERGEMENT (article 5 al. 1 let. f LRDBHD)

Catégorie de l'établissement voué au divertissement

- SALON DE JEUX

5. LIEUX DE STOCKAGE**5.1 Lieu de stockage (une seule coche possible)**

- CAVE
 DÉPÔT
 MAGASIN

Adresse

Rue : Numéro :

Complément de rue :

NPA : Localité :

Canton : Pays :

5.2 Lieu de stockage (si plusieurs lieux de stockage)

- CAVE
 dépôt

Adresse

Rue : Numéro :

Complément de rue :

NPA : Localité :

Canton : Pays :

6. TITULAIRE DE L'AUTORISATION

Veuillez saisir les informations de l'exploitant, même si elles sont identiques à celles du requérant

Exploitant

Madame Monsieur

Nom : Prénom :

Nom de naissance :

Date de naissance (jour/mois/année) :

Adresse

Rue : Numéro :

Complément de rue : NPA :

Localité :

Canton : Pays :

Téléphone fixe : Téléphone portable :

E-mail :

Nationalité : Type de permis de travail :

Date de validité permis de travail (jour/mois/année) :

L'exploitant est-il employeur ou a-t-il déjà été employeur durant les douze derniers mois :

OUI NON

7. PRESTATIONS DEMANDÉES

Veuillez cocher la/les case(s) faisant l'objet de votre demande :

- Produits du tabac (article 4 al. 2 LTGVEAT)
- Produits assimilés au tabac (article 4 al. 3 let. b LTGVEAT)

Pour l'activité de vente de produits finis conditionnés de cannabis légal, le formulaire d'annonce y relatif doit également nous parvenir

REMARQUES IMPORTANTES

La Direction de la police du commerce et de lutte contre le travail au noir doit être en possession de l'original de la présente requête munie de toutes les pièces listées ci-dessous. Elle peut être déposée au guichet de la Direction de la police du commerce et de lutte contre le travail au noir (Rue de Bandol 1, 1213 Onex – 1^{er} étage) ou transmise par voie postale.

8. LISTE DES PIÈCES A FOURNIR A L'APPUI DE LA REQUÊTE

A) Pièces relatives à l'exploitant

- 8.1 Copie de la **pièce d'identité**
- 8.2 Copie du **permis d'établissement ou du permis de séjour UE/AELE valable**²
- 8.3 **Certificat original de capacité civile** délivré par le Tribunal de protection de l'adulte et de l'enfant, daté de moins de trois mois avant le dépôt de la requête³
- 8.4 Extrait original du **casier judiciaire suisse**, daté de moins de trois mois avant le dépôt de la requête, quel que soit le lieu de domicile
- 8.5 Extrait original du **casier judiciaire du pays de domicile**, daté de moins de trois mois avant le dépôt de la requête⁴
- 8.6 **Certificat original de bonne vie et moeurs**, daté de moins de trois mois avant le dépôt de la requête⁵
- 8.7 **Attestation prouvant que le requérant ou la personne morale pour le compte de laquelle l'autorisation est demandée s'est acquitté(e) envers ses employés des prestations sociales (AVS/AI/LPP)** durant les douze derniers mois précédant le dépôt de la requête⁶
- 8.8 Copie du **contrat de travail**⁷

B) Pièces relatives à l'entreprise

- 8.9 Extrait du **registre du commerce** attestant que le requérant dispose d'un pouvoir de signature au sein de la personne morale
- 8.10 **Extrait du registre foncier**⁸
- 8.11 Copie du **contrat de bail à loyer, de sous-location ou de gérance**
- 8.12 **Attestation du bailleur** (propriétaire des locaux) autorisant la sous-location ou la mise en gérance⁹

² Pièce à produire uniquement si l'exploitant n'est pas de nationalité suisse.

³ Si le requérant n'est pas domicilié en Suisse et que son pays de domicile ne délivre pas ce type d'attestation, il doit produire à l'appui de sa requête, une attestation manuscrite, datée et signée, par laquelle il atteste avoir l'exercice des droits civils, ne pas faire l'objet d'une mesure de curatelle et jouir d'une bonne réputation.

⁴ Pièce à produire uniquement si le requérant est domicilié hors de Suisse.

⁵ Si le requérant n'est pas domicilié à Genève, il doit produire à l'appui de sa requête, tout document équivalent.

⁶ Pièce à produire uniquement si le requérant ou la personne morale est employeur ou qu'il/elle a été employeur dans les douze derniers mois précédant le dépôt de la requête.

⁷ Pièce à produire si le requérant agit pour le compte d'une personne morale.

⁸ Pièce à produire uniquement si le requérant est propriétaire des locaux.

L'attention des requérants est attirée sur le fait que la Direction de la police du commerce et de lutte contre le travail au noir peut :

- ordonner la production de tout document ou pièce lui permettant d'établir si les conditions d'octroi de l'autorisation sollicitée sont remplies

Le dossier n'est complet qu'à réception des pièces complémentaires et des éventuels préavis requis par la Direction de la police du commerce et de lutte contre le travail au noir.

Les parties signataires sont rendues attentives sur le fait que le dossier relatif à la présente requête en autorisation est librement accessible au propriétaire de l'établissement et à l'exploitant désigné. Ceci vaut également pour les données personnelles relatives à l'exploitant communiquées à l'appui de la requête.

⁹ Pièce à produire si le requérant agit pour le compte d'une personne morale.

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Par leur signature, **les requérants attestent sur l'honneur que les informations contenues dans le présent formulaire, ainsi que les pièces produites, sont exactes et conformes à la réalité.** Toute information indiquée de manière volontairement erronée à la Direction de la police du commerce et de lutte contre le travail au noir pourra remettre en cause la validité de l'autorisation délivrée.

De par sa signature, l'exploitant s'engage à gérer de manière personnelle et effective l'établissement pour lequel il sollicite l'autorisation d'exploiter.

Exploitant

Lieu : Date :

Nom et prénom : Signature :

Représentant(s) de l'entreprise¹⁰

Lieu : Date :

Nom et prénom : Signature et tampon :

Nom et prénom : Signature et tampon :

Nom et prénom : Signature et tampon :

¹⁰ En cas de pouvoir de signature collectif : le présent formulaire n'est réputé valablement signé par la personne morale propriétaire de l'établissement que s'il est contresigné par les représentants pouvant engager conjointement la société propriétaire.